

VERS UNE SOCIÉTÉ DE CONVIVIALITÉ AVANCÉE ?
RENCONTRE DE TOKYO, 10-11 JUILLET 2010

par Alain Caillé

« Vers une société de convivialité avancée ? ». Ce titre qui préside à notre rencontre ressemble fort à un défi sans espoir ou à une provocation (mais il y a, il est vrai, un point d'interrogation...) à l'heure où les pays les plus riches s'enfoncent dans la stagnation et voient leur avenir de plus en plus assombri, et où les pays dits émergents émergent économiquement, en effet, mais au prix de formes de surexploitation qui rappellent le 19^{ème} siècle européen - version Dickens ou Zola -, au prix également de la prolifération des dictatures ou des ethnocides, et d'une destruction exacerbée de l'environnement et de l'épuisement des ressources énergétiques. Partout on voit s'étendre le règne de l'argent fou, de l'argent sans maître - de plus en plus immatériel et invisible mais omniprésent-, monter la corruption, s'affirmer le poids des mafias et du crime organisé, monter les haines raciales et culturelles ou s'affronter sans merci les religions. Bref, ce qui se profile à l'horizon est davantage un début d'apocalypse qu'une société de convivialité avancée.

Mais c'est justement parce que la peur et le mal croissent qu'il importe d'y chercher remède et de dessiner les contours d'un avenir moins noir, plus désirable. Une « société conviviale avancée », est-ce bien à cela que pourrait ressembler un avenir plus rose ? Je n'en suis pas convaincu. Ou alors, d'assez loin. Mais avant d'essayer de dire pourquoi, il faut reconnaître les séductions du slogan. L'appel à une société conviviale, une société qui serait conviviale plutôt que riche matériellement, procède du constat que la croissance économique est loin de suffire à apporter le bonheur qu'elle promet. Les multiples études récentes qui tentent de déterminer qui, quelles couches sociales ou quels pays sont heureux, et lesquels malheureux, convergent vers ce qu'on appelle le paradoxe d'Easterlin, cet économiste qui a établi que depuis les années 1970, dans les pays développés on ne constatait pas ou plus de corrélation entre l'accroissement du PNB et le bonheur moyen. Qu'avaient divorcé le PNB et le BNB (le Bonheur National Brut).

Dans une optique plus éthique, militante et politique, il est de toutes façons important de lutter contre le fétichisme du PNB pour ne pas tout sacrifier à la production des marchandises, et de montrer qu'il y a bien d'autres facteurs qui contribuent au bonheur et au bien être de l'humanité que le revenu monétaire et la consommation marchande.

Plus profondément, l'appel à une société conviviale fait écho aux analyses de l'auteur iconoclaste et inclassable qui, le premier, a développé un fort argumentaire en faveur de la convivialité : Ivan Illich. On pourrait dire, en effet, que le paradoxe d'Easterlin n'est qu'un cas particulier du phénomène général mis en évidence par Ivan Illich sous la rubrique de la « contre-productivité » des grandes organisations ou des grandes bureaucraties rationnelles (au sens de Max Weber). Jusqu'à un certain

stade, et donc jusqu'à une certaine époque, montrait Illich, les grandes institutions de la modernité satisfont effectivement à leur objectif et contribuent au Progrès du bien être et de la liberté humaine. Au-delà de ce stade, la logique des moyens cannibalise les fins elles-mêmes - la *Zweckrationalität* (la rationalité instrumentale) détruit la *Wertrationalität* (la rationalité axiologique) aurait pu dire Max Weber -, et ces grandes institutions se retournent contre elles-mêmes : l'Hôpital soigne de moins en moins bien et engendre de plus en plus de maladies iatrogènes, l'École n'éduque plus mais enseigne l'ignorance, malgré l'accélération de l'avion et du train on se déplace en fait de moins en moins vite etc.

Plus généralement, m'étant fait pour ma part depuis une trentaine d'années l'avocat d'un « Mouvement anti-utilitariste », je ne peux qu'adhérer à toutes les propositions de ne pas organiser les politiques économiques et sociales à partir de la seule question : « à quoi ça (me) sert ? » - la question typique de l'utilitarisme selon Hannah Arendt, et qui se condense dans le culte de l'économie et du PNB -, et qu'être favorable à tout ce qui vise à subordonner l'empire des moyens au royaume des fins, à réencastrer (*reembed*) l'économique dans le social, à donner la priorité à la bonne entente entre les Hommes et à leur capacité d'agir librement en commun plutôt qu'à l'accroissement de leur richesse matérielle.

L'idéal d'une société de convivialité avancée peut être vu comme une des déclinaisons possibles d'un idéal anti-utilitariste. S'il me laisse malgré tout réservé, c'est parce que je ne le crois pas à la hauteur des périls et de défis de notre temps que j'évoquais à l'instant. Pour le dire simplement : « il ne fait pas le poids ». Mais qu'est-ce qui est à la hauteur des périls qui nous menacent, quel discours, quel projet éthique et politique « font-ils le poids » aujourd'hui ? Pas grand-chose, j'en ai peur, et c'est bien là le drame ; nous ne savons plus à quel saint nous vouer, à quel espoir universalisable et partageable nous raccrocher.

C'est ce que j'essaierai de suggérer dans un premier temps. Pour tenter d'avancer un peu, il nous faudra esquisser un diagnostic sur les causes du mal, pour nous demander, enfin, sous quelle bannière nous pourrions tenter de nous rassembler en inscrivant l'idéal d'une société conviviale avancée dans un cadre plus vaste.

DE QUELQUES LIMITES DES CONCEPTIONS ACTUELLES DE LA BONNE SOCIÉTÉ ET DE LA VIE BONNE

(synopsis)

Tous les projets politiques possibles se déploient au nom d'une certaine représentation de ce que peut ou devrait être une « bonne société », ou encore la « vie bonne » pour les individus. Quelles sont les représentations en concurrence aujourd'hui et en quoi sont-elles problématiques ? Sans prétendre à l'exhaustivité, listons les représentations suivantes :

Dans le débat mondial

- Les théories de la justice, dans le sillage de John Rawls. Leur problème : elles ne rompent nullement avec une conception utilitariste du sujet humain. Comme le montre Amartya Sen, elles visent un idéal inaccessible et n'ont rien à dire des cas concrets. Plus grave, peut-être : une société parfaitement juste pourrait bien être totalement indécente (A. Margalit) , humiliant les vaincus au nom de l'idéologie du mérite. Fort peu conviviale.

- L'autre grand débat théorico-politique mondial tourne autour des théories de la reconnaissance. Toutes les *subaltern, postcolonial, cultural* ou *gender studies* comme les théories du *care* y renvoient par un biais ou par un autre. Pour elles, la bonne société serait celle dans laquelle personne ne resterait invisible, méconnu ou mal reconnu. Leur problème : elles alimentent une concurrence des victimes ; elles laissent ouverte la question de savoir qui doit donner la reconnaissance à qui ; une reconnaissance qui ne peut pas se distribuer de la même manière que des revenus monétaires. Et elles laissent indéterminée la question de la valeur qui doit être reconnue aux demandeurs de reconnaissance comme celle des valeurs ultimes au nom desquelles la reconnaissance pourrait être accordée.

Plus spécifiquement en France, et en rapport avec la thématique de la convivialité

- Face à l'hégémonie de la course à la croissance du PNB une première stratégie consiste à proposer une autre convention de la richesse et à adopter un autre indicateur de richesse par exemple l'Indicateur de développement humain (IDH) ou l'un de ses substituts (Cf. en France Dominique Méda, Patrick Viveret ou Jean Gadrey). Problème : Le PNB est moins conventionnel et arbitraire qu'il n'est dit, pour autant que nous avons effectivement tous besoin d'un revenu monétaire pour vivre. En revanche la pondération des composantes des indicateurs de richesse alternatifs est, elle, largement arbitraire. Plus grave : à vouloir quantifier la « valeur sociale » ou le capital social on peut craindre que la critique du PNB ne se retourne contre elle-même en proposant au fond son simple envers mais en restant dans un cadre de pensée utilitariste.

- Une autre stratégie passe par l'idée que puisque la cause principale de l'économisme généralisé et de la dégradation du monde (devenu une « planète des naufragés ») réside dans la course infinie au développement et à la croissance, il faut rompre radicalement avec elle et, bien au-delà du développement durable - oxymore qui croit pouvoir remédier au mal par la prolongation du mal, à la croissance, par une croissance maintenue -, en cherchant résolument une société de décroissance (Cf. notamment Serge Latouche). Société de décroissance dont on nous dit qu'elle sera « conviviale » à condition d'être choisie et non pas imposée par la nécessité. Problème : on ne sait pas à qui ressemblerait cette société conviviale, ni comment elle pourrait faire face en tant que telle au dérèglement du monde que j'évoquais en entrée. L'idée d'une organisation générale du monde en gros villages démocratiques auto-suffisants n'est guère plausible à horizon historique visible. Et puis, sur quoi au juste doit-on décroître, sur quoi, au contraire, croître, s'il est vrai que la joie humaine passe par l'accroissement de la puissance d'agir (Spinoza) ?

- Ces trois visions de la bonne société – et notamment les deux dernières – convergent vers la thématique de la sobriété volontaire. Qui a le mérite de s’attaquer directement au problème central du monde contemporain : l’illimitation. Problème : ce n’est pas à soi seule une vision politique et l’on voit mal comment les individus choisissant ce mode de vie pourraient être assez nombreux pour peser historiquement s’ils ne reconnaissent pas dans tout un ensemble de valeurs plus générales et universalisables débouchant sur des programmes politiques précis.

DE QUELQUES CAUSES DE TOUS NOS MAUX

(SYNOPSIS DE SYNOPSIS)

Les projets de bonne société évoqués ci-dessous se révèlent insuffisants soit parce qu’ils ne rompent pas suffisamment avec l’utilitarisme – même quand ils croient le faire - soit parce qu’ils se révèlent trop partiels face à l’ampleur des problèmes à affronter. Sans doute parce que leurs causes ne sont pas assez clairement identifiées.

Au cœur de causalités multiples et enchevêtrées on peut distinguer principalement les causes suivantes :

Les plus évidentes

- Le néolibéralisme et la montée planétaire d’un capitalisme actionnarial rentier et spéculatif.
- L’explosion corrélative des inégalités
- La sous-consommation qui en a résulté
- La crise actuelle comme résultante de la sous-consommation longtemps masquée par la rente actionnariale, la mercantilisation de la sphère domestique et la privatisation des services publics.

Les plus profondes

- La fin du pacte démocratique d’après-guerre lié à une forte croissance
- La disparition de toutes les gratuités, naturelles mais aussi sociales et politiques. Les gratuités sont la condition de toute convivialité.
- Montée en puissance d’un esprit gestionnaire généralisé (*corporate governance, New Public Management*) qui induit une quantification générale de l’existence et la disparition de la part du gratuit. *i.e.* de tout ce que l’on faisait avant par sens du devoir, par sympathie ou par plaisir. Par « motivations intrinsèques » plutôt qu’extrinsèques. Tout doit désormais être utile, d’une utilité quantifiable. Presque totalement imaginaire ou fantasmagorique mais quantifiable. L’exemple de Chorus en France.
- Notre monde, sorti de l’orbe de la démocratie, a basculé depuis une trentaine d’années dans un *totalitarisme inversé*, un *parcellitarisme* qui induit une fragmentation

généralisée de la pensée et de l'action et qui résulte sur l'impuissance éthique et politique collective.

Là où les totalitarismes d'hier sacrifiaient les individus au collectif, c'est désormais tout ce qui est de l'ordre du commun qui est voué à la disparition ou à la mise en parcelles.

CONCLUSION : QUEL GRAND RECIT TENTER DE BATIR EN COMMUN ?

(draft)

Les auteurs postmodernes se réjouissent de la mort des grands récits. Et il est vrai que ceux d'hier ne sont plus guère tenables tels quels. Reste qu'il n'y a pas d'action collective possible qui ne s'inscrive dans le cadre d'un grand récit partagé, d'une religion ou d'une quasi-religion (une religion séculière). Il n'est pas sûr que « seul un Dieu puisse nous sauver » (Heidegger), mais seule une nouvelle quasi-religion, en effet. Nourrie de la philosophie politique, des sciences sociales et de la *common decency* (Orwell) des hommes et femmes ordinaires.

Le plus important est de sauver ce qui peut et doit l'être de la tradition humaniste, démocratique et socialiste associationniste. Cette tradition a été largement au cœur de la pensée social-démocrate (disons) qui a modelé les prospères sociétés occidentales de l'après-guerre. Le grand dérèglement du monde, son basculement dans l'illimitation, tant écologique que financière peut être datée des années 1970 et de la débâcle des politiques social-démocrates. Trop timides et trop circonscrites dans les frontières de l'État-nation.

Qu'on garde ce mot et ce vocabulaire ou qu'on en adopte un autre, ce qu'il nous faut bâtir, c'est une social-démocratie universalisée et radicalisée.

Universalisé par la prise en compte de l'hybridation et de la créolisation générale du monde, par son changement d'échelle et de temporalité. L'État nation n'est pas mort mais est devenu aussi, inéluctablement post-national.

Au plan international, l'enjeu central est celui de la reconnaissance mutuelle des cultures et des dons qu'elles font, respectivement, à notre commune humanité.

Une social-démocratie radicalisée suppose une lutte résolue et radicalisée contre les inégalités, causes premières de l'illimitation et de la ruine du monde. Son principe de base est la définition conjointe d'un revenu minimum et d'un revenu maximum, modulables selon les régions du monde. Leur instauration pourrait être le moment initial de la reconnaissance mutuelle des cultures.

L'autre dimension de la radicalisation passe par l'auto-désaisissement d'une partie des prérogatives de l'État au profit de la société civile associationniste, dans une logique d'*empowerment* des citoyens et d'accroissement de leurs *capabilities*.

Il n'y aura pas, en effet, de développement ou de décroissance durables sans une démocratie et un humanismes durables, *i.e.* sans un anti-utilitarisme durables.

La société conviviale avancée n'en sera qu'une des facettes.